



PROTECTION SOCIALE, SERVICES PUBLICS, SALAIRES... DE L'ARGENT, IL Y EN A DANS LES CAISSES DU PATRONAT !

TOUS ET TOUTES EN GRÈVE LE JEUDI 18 octobre 2007 !

Protection sociale, retraites et sécu, la fin du principe de solidarité ?

Le régime des retraites et la Sécurité Sociale ne cessent de subir des attaques de plus en plus violentes, remettant en question les principes même de la solidarité et de l'universalité, des piliers pourtant fondateurs de la protection sociale en France.

Sous prétexte de lutter contre de pseudo-privileges, le gouvernement s'en prend aujourd'hui aux retraites des cheminots pour mieux s'en prendre demain à nous tous, salariés du public comme du privé. Rappelons que le passage aux 41 ans de cotisation pour tous est prévu dès 2009 puis à 42 ans en 2013. Mais les vrais privilèges ne sont pas là où on nous le dit. Les patrons quant à eux sont exonérés de cotisations sociales, plus de 200 milliards de cadeaux leur ont été fait depuis 1991. Et on ose nous parler du trou de la sécu ! Celui-ci n'existe pas ! Il a été créé et creusé de toutes pièces par les exonérations et cadeaux de l'Etat au patronat afin de justifier le passage petit à petit d'un système de santé basé sur la solidarité aux assurances privées et ainsi substituer le profit à la solidarité !

Casse programmée du service public

Avec 23 000 suppressions de postes en 2008, puis 50 000 à 60 000 prévues tous les ans dès 2009, auquel s'ajoute le recrutement par CDI de droit privé au lieu du statut de fonctionnaire, c'est la mort du service public qui est en route.

Les suppressions de postes auront lieu dans les écoles, les collèges et lycées, les hôpitaux, les administrations, au mépris des usagers, alors que pour lutter contre le chômage et améliorer ces services ce sont des embauches massives dont nous avons besoin. C'est donc la qualité

des services publics offerts qui va profondément se dégrader et l'on sait que ce sont les classes populaires qui en subissent les plus grands méfaits, renforçant ainsi les inégalités sociales. La place du service public dans une société est le reflet des choix sociétaux de celle-ci et aujourd'hui se dessine une société capitaliste de plus en plus inégalitaire et autoritaire.

Public ou privé, tout le monde va y perdre !

Les attaques contre la Protection sociale et les services publics s'ajoutent à la remise en cause du code du travail, pour mieux le précariser, à la limitation du droit de grève, pour mieux nous faire taire ainsi qu'aux attaques contre les étrangers, pour mieux détourner notre colère des vrais responsables de la situation sociale en oubliant de préciser que les travailleurs immigrés sont aussi des producteurs de richesses qui cotisent pour remplir les caisses de la sécu et payer les retraites.

Pourtant, d'autres solutions existent. Le seul remboursement des cotisations patronales non versées depuis 1991 rembourserait le «trou» de la sécu. L'embauche massive de jeunes là où on en a besoin permettrait de laisser les plus âgés partir pour une retraite bien méritée. La taxation des profits de la spéculation, l'arrêt des cadeaux (exonérations, stock options, golden parachute...) pourrait être investi dans les services publics tellement plus utiles à la population.

Toutes ces attaques sont faites contre les travailleurs, il faut dire stop ! Stop à ce gouvernement qui enrichit les plus riches et appauvrit les salarié-e-s !

En 1995, les cheminots, les postiers, les enseignants et les salariés du privé ont empêché la mise en place du plan Juppé sur la Sécu. En 2006, les lycéens et les jeunes des classes popu-

lares ont imposé l'abandon du contrat première embauche. La force des travailleurs c'est la mobilisation, la lutte et la grève ! S'ils attaquent sur tous les fronts, nous devons répondre tous ensemble ! Faisons du 18 octobre la première étape d'une mobilisation générale contre ce gouvernement au service du patronat et pour affirmer d'autres choix sociétaux en terme de partage des richesses !

Pour faire céder le gouvernement, une journée de grève ne suffira pas. Il faut commencer à construire une grève reconductible et cela passe notamment par des appels à des Assemblées générales interprofessionnelles !

Tout cela dans un premier temps, car il nous faut préparer l'avenir avec un nouveau système de protection sociale qui pourraient s'inspirer de ces propositions.

EXIGEONS ET BATTONS-NOUS POUR :

***le retour aux 37,5 annuités pour toutes et tous.**

***l'arrêt des exonérations patronales**

et leur remboursement pour boucher «le trou» de la sécu

***la création massive de postes dans les services publics
pour les besoins de la population**

***l'arrêt du recours à l'emploi précaire**

***l'abandon des franchises médicales.**

Nos revendications sur la retraite à plus long terme

Les cotisations (salariales ou patronales) qui financent les différentes caisses sont dans tous les cas du salaire socialisé. Nous devons donc réclamer qu'elles apparaissent comme telles. C'est à dire la suppression des charges patronales (Qui n'existent que sur le papier: ce sont nos salaires!), le financement des organismes de solidarité uniquement sur les revenus des travailleurs (avec augmentation des salaires bruts, pour que les revenus nets ne changent pas ou augmentent) et la création d'une caisse unique (sécurité sociale, retraite, assurance chômage)

pour tous les travailleurs-euses (salarié-e-s ou non) gérée directement par les travailleurs (avec des mandats courts révocables et non cumulables). Nous en profiterions pour revenir aux 37,5 années de cotisations pour toutes et tous, voir une évolution vers les 35 années ou encore une cessation progressive d'activité qui permettrait aux plus anciennes de faire profiter aux plus jeunes de leurs expériences dans des conditions de travail adaptées à leurs conditions physiques. De la même façon, nous pourrions revoir la question des pensions de retraite

et des indemnités de chômage de manière à réduire l'écart entre celles-ci en remontant les plus basses. Enfin, si certaines professions sont plus pénibles que d'autres, nous pourrions envisager de réduire la durée des cotisations et d'avancer l'âge de la retraite en se basant sur des critères objectifs (par exemple la durée moyenne de vies et les statistiques d'accidents du travail et de maladies professionnelles). Il s'agit d'aligner les retraites sur les conditions les plus avantageuses pour tous les travailleur-se-s.

Abonnement gratuit de 3 mois au CS, en remplissant ce coupon.

COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30€ (soutien), 22€ (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement merci de cocher la case :

NOM..... PRÉNOM.....
ADRESSE..... C.P.....
..... SECTEUR D'ACTIVITÉ..... PROFESSION
..... MAIL

Chèque à l'ordre du Combat syndicaliste à renvoyer à Combat syndicaliste c/o CNT 31, 18 av. de la Gloire, 31500 Toulouse.

Coordonnées bancaire : Etablissement _____ Guichet _____ N° Compte _____ Clé RIB _____ 20041 _____ 01012 _____ 3266766Y033 _____ 90